

LES SERVICES D'INSPECTION

DES SERVICES D'INSPECTION EFFICACES, TANT AU NIVEAU NATIONAL QU'EUROPÉEN

Au niveau national : où sont les 100 inspecteurs annoncés ?

Pour assurer le respect des conditions de travail applicables en cas de détachement et pour lutter contre les cas de fraude et de dumping social, il est indispensable d'avoir des services d'inspection forts et efficaces.

Parmi les différents services d'inspection existants, l'Inspection sociale – qui relevait du SPF Sécurité sociale – était très en pointe dans la lutte contre les pratiques de dumping social.

Or fin 2016, le gouvernement a annoncé une réforme des services d'inspection sociale « pour lutter plus efficacement contre la fraude sociale et le dumping social ». L'objectif annoncé était de renforcer le pouvoir d'action de l'inspection en évitant l'éparpillement des contrôles sur le terrain et en améliorant les processus internes avec à la clé une diminution des dépenses de 40 millions d'euros !

Si la FGTB peut marquer son accord avec cet objectif, la crainte est qu'il s'agisse d'une réforme uniquement motivée par des motifs budgétaires avec le risque d'affaiblir les services d'inspection.

D'ailleurs, force est de constater que le nombre de contrôles menés sur le terrain diminue d'année en année.



A cet égard, le gouvernement a annoncé à plusieurs reprises l'engagement de 100 inspecteurs supplémentaires chargés spécifiquement de la lutte contre le dumping social.

Malheureusement, sur le terrain, il y a peu de changements et les récents engagements suffisent à peine à remplacer le départ des agents à la retraite. Il n'y a donc pas de réelle augmentation du nombre d'inspecteurs. Or nous avons grandement besoin de ces 100 inspecteurs supplémentaires affectés à la lutte contre le dumping social.

Au niveau européen : l'autorité européenne du travail est enfin annoncée

Sur le plan européen, la FGTB réclame depuis des années la mise en place d'une agence européenne d'inspection sociale avec des moyens et effectifs adéquats, afin de concrétiser la collaboration entre les services d'inspection des différents États membres et de poursuivre les fraudeurs.

Nous avons enfin été entendus puisque la Commission vient d'annoncer la création de l'autorité européenne du travail. Toutefois, pour lutter véritablement contre le dumping social, la FGTB exige que cette autorité européenne du travail ne soit pas une nouvelle coquille vide, mais un réel service d'inspection transnational. L'agence européenne du travail doit :

- Être dotée de réels pouvoirs d'inspection
- Permettre une poursuite rapide et efficace des fraudeurs
- Faciliter les inspections transnationales
- Avoir des moyens humains et financiers suffisants.

De la parole aux actes...

Au-delà des discours politiques, la FGTB exige que des actes concrets soient rapidement posés par le gouvernement.

Il est crucial que la Belgique soutienne la création de l'autorité européenne du travail. Le Gouvernement belge doit également impérativement doter nos services d'inspections de moyens humains, matériels et financiers à la hauteur du phénomène de dumping social qui touche durement les travailleurs belges et européens.

